

CHARLIE ROJAVA...

Après l'émotion, quelle riposte contre le fanatisme et l'hypocrisie?

Les fanatiques ont donc frappé. La population est indignée: non seulement par l'horreur, mais aussi parce que les caricaturistes de *Charlie Hebdo* faisaient partie de notre vie. Ils se seraient d'ailleurs probablement gaussés de tant de soudaine attention, puisque leur journal connaissait des difficultés financières. En outre, ils auraient probablement dénoncé l'hypocrisie de beaucoup. Mais ne parlons pas à la place des morts, et le peuple a raison de défendre l'impertinence ainsi que le rire.

En rester uniquement sur le terrain de la défense, certes incontournable, de la liberté d'expression ne suffit cependant pas. La campagne médiatique et le culte de l'émotionnel ne doivent pas brouiller le jugement en défigurant un contexte politique et géopolitique qui va bien au-delà d'une vengeance contre des iconoclastes ayant osé dessiner, et caricaturer, un supposé prophète. La nature de l'enjeu est confirmée par la réaction radicale de l'État français. Ses forces policières, en effet, n'auraient-elles pas dû chercher à prendre les tueurs vivants afin de les juger publiquement? S'agit-il d'une guerre, doit-on accepter ce terme?

L'intégration française: mais quelle intégration?

Le 7 janvier 2015 n'a que quelques similitudes avec le 11 septembre 2001 américain: brutalité des actes, réaction populaire, dimension symbolique, contexte géopolitique... Mais les différences sont majeures. Gare à la dérive, surtout si l'on pense à ce que sont ensuite devenus les États-Unis (généralisation de la surveillance policière, paranoïa et hystérie de la société, Guantanamo, guerre en Irak, borborygmes et chaos au Moyen-Orient).

La manœuvre qui est en train de se dessiner avec Hollande et les partis politiques est d'ailleurs claire: une union sacrée renforcée, c'est-à-dire très policière et très militaire, contre «*le terrorisme*», c'est-à-dire le terrorisme là-bas aussi, qui est né du chaos impérialiste. L'armée française n'est pas prête de quitter les pays étrangers, elle va même intervenir davantage.

Hollande se déploie avec doigté, il va remonter dans les sondages. Toujours aussi habile, Marine Le Pen souligne la nécessité de ne pas faire d'amalgame avec ceux des musulmans français qui sont bien gentils, tout en dénonçant l'union sacrée dont elle se prétend exclue. Mais, sur ce point, elle se fait doubler par l'ancien trotskiste Cambadélis, copain et conseiller de Hollande, qui fait preuve de science tactique en déjouant sa tentative de victimisation. L'étau est en place.

Comme en 2001, les actes ont été commis au nom d'une religion, et avec une revendication politique contre une présence militaire dans les pays musulmans. Mais les bâtiments de caricaturistes ne sont pas ceux du *World Trade Center*, épice du capitalisme globalisé. Quant à Ben Laden et consorts, bien qu'aïdés par la CIA et le pouvoir états-unien du temps de la guerre en Afghanistan contre l'ennemi soviétique au nom d'Allah, ce n'étaient pas des citoyens américains.

À Paris, les tueurs sont français. Les frères Kouachi, deux orphelins, ont grandi dans un foyer. Bien qu'étant en Corrèze, ce ne devait pas être la joie tous les jours, mais ce n'était pas non plus le bidonville. Le cadet était titulaire d'un BEP en conseil audiovisuel électronique, l'aîné d'un CAP d'hôtellerie. Ahmedy Coulibaly, le troisième homme, a rencontré le précédent président de la République comme exemple d'intégration.

Les trois tueurs sont donc nés dans un pays dit civilisé et ont été scolarisés par la République. Leur

langue maternelle était le français. Ce ne sont pas des barbares venus d'ailleurs ou de nulle part qui seraient radicalement distincts d'une supposée civilisation pure, propre et blanche, mais des concitoyens.

Au début de l'âge adulte, ils rencontrent des fondamentalistes musulmans. La spirale qui les amène jusqu'en prison ne fait que renforcer, durcir, cette relation. Mais qui ira réclamer sinon l'abolition de la prison du moins sa réforme: prison, école du crime ou de l'endoctrinement au lieu de la réinsertion? Quant à Ahmed Merabet, le policier d'origine tunisienne abattu par l'un des frères Kouachi à quelques pas des locaux de *Charlie Hebdo*, avait-il été mieux ou moins bien «intégré» que ses tueurs par la même société française? Quel est ce pays qui fabrique des tueurs et des policiers?

La religion: une question politique et post-coloniale

Outrepassant l'analyse purement socio-psychologique, importante mais insuffisante, certaines voix ont réenclenché la rhétorique du «*choc des civilisations*» qui, concoctée depuis une vingtaine d'années par les experts du Pentagone, met en scène un affrontement entre l'Occident et l'islam. En désignant la France ou bien les mécréants français comme un ennemi en bloc, les fondamentalistes musulmans l'alimentent, même s'il n'est pas sûr que leur calcul de déstabilisation de la société française soit le bon.

Mais cette grille de lecture, qui ravit les pouvoirs, les démagogues ou les simplets, est nuisible. Les plus habiles remplacent le terme de «*civilisation*» par celui de «*culture*», comme Philippe Val parlant de «*choc des cultures*» lors du JT de France 2 le 7 janvier, mais, au fond, la problématique reste la même. C'est celle qui consiste à édulcorer la question sociale, économique et politique: c'est-à-dire la situation des jeunes prolétaires français issus du prolétariat immigré, lui-même issu des anciennes colonies françaises.

Il ne s'agit pas de nier les problèmes posés par telle ou telle religion, y compris dans les comportements sociaux. Il est d'ailleurs possible que l'évolution des trois tueurs soit une réaction vis-à-vis de leurs aînés: ces immigrés qui ont bossé en France dans les dures conditions du prolétariat, mais en courbant la tête, rabroués, en se niant quelque part ou en se faisant discrets, trop. S'y ajoute le souvenir d'une guerre d'Algérie mal digérée des deux côtés. La religion devient alors pour toute une génération d'hommes comme de femmes issus de l'immigration - comme on dit - autant une profession de foi qu'une affirmation identitaire, tant individuelle que collective.

C'est même une double réaction: contre les anciens, soumis, mais aussi contre une société qui n'offre guère d'avenir et qui les humilie souvent. La dignité compte parfois plus que telle ou telle situation économique.

C'est aussi une triple réaction pour les femmes qui, bien souvent, lors du passage à l'âge adulte, prennent le voile par un mélange complexe de conviction, d'affirmation de soi et de protection.

Une quadruple, enfin, contre le paternalisme: contre tous ces essayistes ou irresponsables politiques qui, sur les plateaux de télévision, demandent aux «*musulmans de France*» de clamer leur protestation «*contre la barbarie*», de dire que «*ce n'est pas le vrai islam*» et de «*se rendre à la manifestation*». L'imam présent hoche alors la tête, acquiesce, fait tout comme il faut poliment...

Comment les descendants des colonisés ne se sentiraient-ils pas humiliés, même inconsciemment? Comment n'éprouveraient-ils pas de la pitié ou du mépris vis-à-vis de leurs soi-disant représentants qui, comme l'esclave ou le domestique d'autrefois, dit docilement «*oui sahib, oui missié, bien sahib, bien missié*»?

À chaque fois que les apôtres autoproclamés de la «*civilisation*» exercent ce paternalisme, c'est autant de futurs djihadistes qu'ils procréent, alors que, dans leur prétention, ils pensent lutter contre. À moins que, justement, le paternalisme n'arrive à cette perversité que de susciter ses ennemis pour mieux asseoir son pouvoir. À chaque fois qu'un ou une journaliste le laisse passer devant des millions de téléspectateurs, il et elle se font complices de ses conséquences proches ou lointaines.

Tous ces bien-pensants pratiquent en outre une injonction contradictoire mortifère. D'un côté, ils s'alarment contre un communautarisme musulman dont les risques et les dérives existent, et qu'il ne faut pas cacher. De l'autre, ils demandent quand même à cette prétendue communauté, fantasmée comme étant homogène et unie, de se positionner: en leur faveur qui plus est.

Peu importe quel est le dosage entre les différents facteurs dans la réaction identitaire, aucun scientifique, aucun pseudo-expert ne pourra décomposer cette alchimie. Mais une chose est sûre: il n'est pas possible de critiquer la religion mobilisée dans ces circonstances, l'islam, comme une partie de la bourgeoisie et du prolétariat ont critiqué le christianisme en France depuis les Lumières, la Révolution française et la séparation, en 1905, de l'Église et de l'État.

Une émancipation complexe

Au début du siècle dernier, il était coutume de croasser à la vue de prêtres en soutanes noires. De nos jours, il est tentant de faire de même à la vue des niqab, tchador et autres tenues symboliques d'obscurantisme. Mais la situation n'est pas la même. Il y a des différences majeures.

La réaction contre le christianisme a pris plusieurs siècles, et elle est partie de l'intérieur du pays. Marx a certes raison quand il disait que «*la religion est l'opium du peuple*», mais il ne faut pas oublier, comme l'a souligné Madeleine Pelletier un siècle plus tard, que «*la religion console de la mort dans une certaine mesure*» et que cette «*inquiétude humaine est une réalité*». Il faut aussi en tenir compte.

La réaction contre l'islam à l'intérieur des pays musulmans ne se déploie vraiment que de nos jours, à l'exception de la Turquie d'Ataturk et de quelques autres situations antérieures. Soulignons au passage que, comble de la confusion dont on paie chèrement le prix, des intellectuels de gauche comme Foucault ont apporté leur soutien à Khomeiny et à la révolution des mollahs iraniens au nom d'une commune dénonciation du supposé rationalisme occidental, discours que l'on retrouve d'ailleurs chez les écologistes profonds ou moins profonds.

Il serait indigne, et stupide, de demander aux peuples tunisiens et égyptiens, où le mirage de l'islam politique commence à se dissiper, de faire en quelques mois ce qui a demandé plusieurs siècles de l'autre côté de la Méditerranée.

Enfin, l'islam en France provient d'une situation post-coloniale qu'on ne peut pas occulter sous peine de se fourvoyer. Il est porté par des anciens colonisés, par leurs descendants, et il l'est au cœur de l'ancienne métropole dominatrice. Il ne peut pas être critiqué et combattu de la même façon que le christianisme local, sauf à générer des attitudes qui conduisent précisément aux massacres que nous dénonçons.

Le combat anti-obscurantiste doit en revanche être double : antithéocratique et anti-impérialiste.

Un combat antithéocratique

D'une part, il faut dénoncer l'impasse de tous les régimes théocratiques, qui s'affirment comme tels à des degrés divers (Iran, Afghanistan mais aussi Vatican, Pologne dans une large mesure, Israël de plus en plus, la liste est longue), montrer l'illusion des partis politiques qui se réclament d'une religion aux élections (que ce soient les *Frères musulmans* en Égypte ou la démocratie-chrétienne en Allemagne), et souligner qu'ils défendent non pas une belle idée mystique mais un pouvoir.

La campagne antithéocratique doit viser non seulement le fanatisme des fondamentalistes musulmans, mais aussi ceux des chrétiens homophobes ou traditionalistes, dénoncer la stupidité fratricide des Chiites ou des Sunnites, mais aussi, comme en Irlande, celle des catholiques et des protestants.

Plus profondément, au lieu de chercher Dieu - c'est-à-dire l'idée de Dieu: la transcendance, l'autorité, et donc la soumission - de façon paternaliste et post-coloniale à l'extérieur de la France, il faut balayer devant notre porte. Dans les vieilles sociétés industrialisées où les populations sont en apparence laïcisées, Jésus a bien souvent été remplacé par Gaïa ou Dame nature. L'intégrisme de certains écologistes, leur intolérance ou leur sectarisme sont inquiétants. Pour moi, leur posture est fondamentalement religieuse.

Dans les comportements comme dans les idées, un fanatisme se développe. Or le fanatisme comme les sectarismes ont ceci de commun et de profond que ce n'est pas tant le contenu qui l'emporte, mais le contenant: la forme politique ou sociétaire, la bande ou la secte. Même dans certains milieux apparaissent des appels à l'interdiction de manger ceci, de publier untel, ou de discuter avec un invité. Qu'on ne s'étonne pas si l'intolérance gagne de partout.

Dans la sphère écolo, par Alain Soral ou Alain de Benoist, la *Nouvelle Droite* se fait un chemin même

dans la décroissance au nom d'une analyse radicalement fautive du capitalisme, d'une critique obscurantiste de la technique et d'une vision divinisée de la nature. Ces idées préparent le terrain à l'écocrature verte.

La lutte antithéocratique globale doit éviter le piège de l'islamophobie, qui se développe en France depuis quelques années et qui se durcira par une instrumentalisation des massacres à droite comme à gauche. Car, en réalité, l'islamophobie recouvre une xénophobie anti-arabe. Xénophobie et non racisme au sens strict car il n'y a pas - sauf groupuscules marginaux - de théories raciales sous-jacentes, contrairement au nazisme.

Si on se trompe sur ce point, on en revient aux clichés éculés et inopérants de la gauche antifasciste qui crie au nazisme alors que l'extrême droite est passée au stade post-fasciste en France: Marine Le Pen n'est pas Benito Mussolini et encore moins Adolf Hitler... Et cela ne revient pas à minimiser le danger.

La xénophobie vise non pas l'ethnie mais l'étranger, c'est-à-dire l'immigré, prêt à être jeté après avoir été embauché. Elle surdimensionne la question de l'immigration alors que, à l'échelle mondiale, les mouvements migratoires ne représentent que trois pour cent de la population mondiale. Trois pour cent!

Certes, localement, ce chiffre peut devenir relativement plus important. Mais quelles sont les causes des émigrations de la misère ou de la guerre? Qui proteste contre la dictature syrienne tout en étant prêt à accueillir les réfugiés syriens?

Un combat anti-impérialiste

D'autre part, il faut souligner la dimension impérialiste des conflits actuels. Ce sont des guerres menées par les anciens États du centre impérialiste, comme la France, mais aussi par les candidats à la reprise des nouveaux États nationaux décolonisés.

Le tiers-mondisme qui masquait un alignement soit sur le totalitarisme soviétique, soit sur la démocratie impérialiste américaine, en couvrant des dictatures ignobles parfois plus sanguinaires que l'ancienne puissance coloniale, a fait faillite. Le socialisme étatique dont se paraissaient certains de ces pays du tiers-monde a sombré. Le panarabisme prôné par des régimes qui se proclamaient laïcs, tiers-mondistes et socialisants s'est transformé en de sordides dictatures et en nationalismes outranciers (Irak, Syrie, Égypte, Libye). Les interventions armées de l'Occident dans ces différents pays ont créé un chaos interminable. Les frontières tracées au cordeau par les anciennes puissances coloniales au beau milieu de peuples et de territoires sont en train d'exploser. De nouveaux candidats à de nouveaux États apparaissent, comme Daesh.

Les États existants, que ce soient les anciens colonisateurs (France, Royaume-Uni), les anciens occupants (la Turquie ex-empire Ottoman) ou le grand shérif (les États-Unis d'Amérique) leur contestent cette prétention qui menace le savant échafaudage, et qui légitimerait la naissance d'un nouvel État dans la région comme la Palestine - dont Israël et ses soutiens occidentaux ne veulent pas: autre problème en suspens qui contribue à pourrir la situation.

Au Mali et au Tchad, le peuple touareg, par la stupidité des frontières héritées de la colonisation, a été divisé puis il a été poussé dans les bras islamistes par la bêtise des politiques françaises avec un régime malien complètement corrompu. Au prétexte des droits de l'homme, argument récurrent de toute l'histoire coloniale, l'État français y défend surtout, comme au Niger, les mines d'uranium pour alimenter le poison nucléaire en France ou ailleurs. Les interventions militaires de l'Occident dans les pays musulmans, soutenues, soulignons-le, par la gauche et par les écologistes, vise en réalité la défense du pétrole et des richesses minières.

Que vive le Rojava libertaire

Pour Al-Qaida et pour Daesh, dont se revendiquaient les trois tueurs fanatiques, comme pour leurs concurrents, c'est la guerre, car ce sont des États ou apprentis États. Leurs dirigeants manipulent les jeunes djihadistes jusqu'à la mort pour asseoir leur pouvoir, bien vivant.

Pour nous qui voulons l'émancipation, la liberté de réunion et d'expression, l'égalité économique et sociale, l'abolition de la théocratie, ce n'est pas une guerre, mais un combat, une lutte de classes. Ses contours sont relativement nouveaux car l'énergie révolutionnaire ne se trouve pas dans les vieux pays industrialisés, fatigués et blasés, à moins que l'on ne considère les grands rassemblements en mémoire de *Charlie*

Hebdo comme les prémisses des futures colonnes Durruti. En revanche, cette énergie se lève précisément dans les pays musulmans où le peuple doit se battre sur tous les fronts politiques, économiques, sociaux et religieux. Et l'une de ces luttes mériterait autant de minutes d'information médiatique que les événements récents: celle que le peuple du Rojava, à Kobané ou ailleurs, mène à la fois contre les islamistes et la dictature d'Assad, sur des bases libertaires.

Bien sûr, on peut être prudent vis-à-vis de l'évolution de forces politiques kurdes comme le PKK dont le leader marxiste-léniniste aurait découvert en prison les vertus du municipalisme libertaire de Bookchin, et que sa base aurait aussitôt approuvé. Mais des témoignages nous permettent de penser qu'il existe dans le fonctionnement et les objectifs du peuple du Rojava des dynamiques réellement libertaires, à commencer par la place des femmes, l'importance de l'instruction et le rôle des organismes de base. Le mouvement zapatiste au Mexique qui comprenait à l'origine des éléments marxistes-léninistes et maoïstes a bien su évoluer, contrairement aux *Maobadís* du Bengale ou du Népal.

À moins de se planter sur l'Aventin, il faut encourager toutes les dynamiques libertaires, au Rojava comme ailleurs. Soutenir la campagne de solidarité qu'a lancée l'*Internationale des Fédérations Anarchistes* pour le *Rojava libertaire*. Soutenir la première rencontre anarchiste méditerranéenne qu'elle organise prochainement avec nos compagnes et compagnons tunisiens, grecs, turcs, égyptiens, kurdes, et d'autres encore.

Demander, parce que nous habitons en France et que nous sommes juridiquement des citoyens et des contribuables français, que l'armée de l'État français quitte le Proche-Orient, le Mali et le Tchad, ce n'est pas satisfaire la revendication des trois fanatiques. C'est revenir collectivement et politiquement à une situation où notre discours antithéocratique et émancipateur pourra être crédible.

Soutenir le Rojava libertaire, contrairement au Daesh qui veut un nouvel État, c'est reconnaître que les peuples sont prêts à se réorganiser du bas vers le haut, y compris territorialement. Or l'État français penche du côté de l'État turc. Contre le régime d'Assad, il n'hésite pas à soutenir certains islamistes, quitte à pleurer hypocritement contre les quelques jeunes Français qui choisissent le djihad en Syrie au lieu d'être zadistes à Notre-Dame-des-Landes, Sivens ou Roybon, des luttes qui n'ont pas réussi à les attirer. En soutenant le peuple du Rojava et sa démarche libertaire, c'est la guerre entre États que nous refusons, c'est le choc des civilisations que nous rejetons, c'est la lutte sociale de classe que nous réaffirmons.

Philippe PELLETIER
Groupe Nestor-Makhno.
